

L'aventure américaine de la startup lilloise Vade Secure tourne court

Le spécialiste français de la sécurisation des courriers électroniques Vade Secure, qui devait passer sous contrôle d'un fonds majoritairement américain, a vu ce projet échouer à la suite de la crise sanitaire et d'un conflit judiciaire avec une entreprise concurrente

Temps de lecture : minute

28 août 2020

Vade Secure, startup basée à Hem près de Lille, avait annoncé en juin 2019 un investissement de 70 millions d'euros - une somme présentée alors comme un record - auprès du fonds américain General Catalyst, basé à Boston, dans une opération censée lui ouvrir les portes du marché américain.

Mais quelques semaines après la signature de l'accord, l'entreprise a été attaquée en justice par l'américain Proofpoint, numéro 1 mondial du secteur, a expliqué vendredi à l'AFP le fondateur et principal actionnaire de Vade Secure Georges Lotigier, confirmant une information des Echos. Proofpoint lui reproche d'avoir embauché comme directeur technique le salarié d'une entreprise qu'elle s'apprêtait à racheter, et ainsi de s'être approprié des secrets d'affaires, a-t-il expliqué.

Contacté par l'AFP, Proofpoint n'avait pas répondu vendredi après-midi. "La culture d'entreprise de Vade Secure, c'est d'innover. On est 100% clean" , a assuré Georges Lotigier, qui s'estime injustement attaqué. L'affaire, toujours en cours, a empêché la finalisation de l'accord initial

avec General Catalyst, puis la crise sanitaire a provoqué l'échec d'un second accord signé en février avec le même fonds.

"L'accélération de croissance, au-delà de 50%, qu'on attendait aux États-Unis est un peu reportée" , a reconnu M. Lotigier, qui revendique tout de même *"une belle croissance, de 35% à 40% par an"* et des nouveaux contrats notamment au Japon. La société a également emprunté une dizaine de millions d'euros via un prêt garanti par l'État auprès de ses banques habituelles et Bpifrance. Son fondateur espère désormais une nouvelle levée de fonds, *"plutôt en Europe"* .

Article écrit par AFP